EAC : Une vitesse d'intégration singulière selon l'Ong Parcem

@rib News, 30/11/2011 â€“ Source XinhuaAu moment oÃ¹ ce mercredi 30 novembre 2011 le Burundi termine son mandat d'une annÃ©e Ã la prÃ©sidence de la CommunautÃ© de l'Afrique de l'Est (East African Community - EAC) et au moment oÃ¹ se tient ce mÃªme mercredi le sommet des chefs d'Etat de cette CommunautÃ© Ã Bujumbura la capitale burundaise, l'ONG PARCEM (Parole et Action pour le RÃ©veil et l'Evolution des MentalitÃ©s) qui suit de prÃ¨s le processus d'intÃ©gration du Burundi au sein de cette CommunautÃ© indique que les pays membres ont engagÃ© une vitesse singuliÃ¨re. Â«Â En 10 ans, on veut parcourir toutes les Ã©tapes d'intÃ©gration rÃ©gionale (libre Ã©change, union douaniÃ¨re, marchÃ© commun, union monÃ©taire, ...) alors que chaque Ã©tape exige un temps plus ou moins suffisant pour son expÃ©rimentation, analyse de l'Ã©volution des statistiques pour certains indicateursÂ Â», a soulignÃ© Faustin Ndikumana, le reprÃ©sentant lÃ©gal de PARCE au cours d'un point de presse qu'il a animÃ© ce mercredi.
Pour cette ONG locale, l'union douaniÃ¨re par exemple exige un temps d'Ã©valuation du dopage des flux commerciaux inter Etats, de l'Ã©radication de certaines barriÃ¨res tarifaires et non tarifaires, l'harmonisation des politiques douaniÃ¨res, la rÃ©partition des recettes fiscales au point d'entrÃ©e et le fonctionnement sous un rÃ©gime douanier harmonisÃ©.Le marchÃ© commun quant Ã lui permet d'expÃ©rimenter les effets des investissements Ã travers les mouvements des capitaux et des personnes au moment oÃ¹ l'union monÃ©taire exige des prÃ©alables liÃ©s aux convergences macroÃ©conomiques.Â«Â Or, Ã peine on n'avait pas encore bien expÃ©rimentÃ© l'union douaniÃ¨re en 2009 que le marchÃ© commun a dÃ©marrÃ© en 2010 e aujourd'hui on se perd dans la prÃ©paration de l'union monÃ©taire des Ã©conomies des pays membres de la CAE alors que le marchÃ© commun n'a pas encore Ã©tÃ© systÃ©matisÃ©Â Â», ajoute Faustin Ndikumana.Pour ce faire, le PARCEM recommande la rÃ©flexion et l' Ã©valuation permanente de chaque Ã©tape d'intÃ©gration avec des statistiques fiables qui dÃ©montrent les effets d'intÃ©gration, de soutenir visiblement le secteur privÃ© burundais afin qu'il devienne compÃ©titif et de ne pas prÃ©cipiter l'union monÃ©taire. En effet, dit-il, Â«Â elle exige une prÃ©paration minutieuse si on analyse les pÃ©ripÃ©tie qui secouent certaines zones d'union monÃ©tairesÂ Â».